



Arrêt

n° 226 220 du 18 septembre 2019
dans X / VII

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître S. VAN ROSSEM
Violetstraat, 48
2060 ANTWERPEN

contre:

l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la Simplification administrative et désormais par la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et de l'Asile et la Migration

LA PRÉSIDENTE F.F. DE LA VIIème CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 20 mars 2015, par X qui déclare être de nationalité congolaise (R.D.C.), tendant à l'annulation d'une décision d'irrecevabilité d'une demande d'autorisation de séjour, prise le 10 février 2015.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 13 août 2019 convoquant les parties à l'audience du 4 septembre 2019.

Entendu, en son rapport, S. GOBERT, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me A. HAEGEMAN *loco* Me S. VAN ROSSEM, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me G. VAN WITZENBURG *loco* Me E. DERRIKS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause

1.1 Le 21 avril 2008, le requérant a introduit une première demande de protection internationale, auprès des autorités belges. Cette demande s'est clôturée par un arrêt n°52 212, prononcé le 30 novembre 2010 par le Conseil du contentieux des étrangers (ci-après : le Conseil), qui a refusé de lui reconnaître la qualité de réfugié et de lui octroyer le statut de protection subsidiaire.

1.2 Le 4 janvier 2011, le requérant a introduit une seconde demande de protection internationale auprès des autorités belges. Cette demande s'est clôturée par un arrêt n°62 273, prononcé le 27 octobre 2011

par le Conseil, qui a refusé de lui reconnaître la qualité de réfugié et de lui octroyer le statut de protection subsidiaire.

1.3 Le 7 juillet 2011, le requérant a introduit une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois, sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : la loi du 15 décembre 1980). Il a complété sa demande le 24 novembre 2011, le 5 décembre 2011, le 26 avril 2012 et le 23 janvier 2014.

1.4 Le 10 février 2015, la partie défenderesse a déclaré la demande visée au point 1.3 irrecevable. Cette décision, qui lui a été notifiée le 19 février 2015, constitue l'acte attaqué et est motivée comme suit :

« A l'appui de sa demande d'autorisation de séjour, l'intéressé invoque l'instruction du 19.07.2009 concernant l'application de l'article 9.3 (ancien) et de l'article 9bis de la loi du 15.12.1980. Force est de constater que cette instruction a été annulée par le Conseil d'Etat (C.E., 09 déc. 2009, n°198.769 & C.E., 05 oct. 2011 n°215.571). Par conséquent, les critères de cette instruction ne sont plus d'application.

Pour commencer, notons que la demande d'asile du requérant a été clôturée par décision de refus du statut de réfugié et refus de la protection subsidiaire par le Conseil du Contentieux des Etrangers en date du 04.11.2011. Cet élément ne peut donc plus être retenu comme circonstance exceptionnelle pour rendre la présente demande recevable.

L'intéressé fait référence à l'article 3 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme. Néanmoins, l'intéressé n'apporte aucun élément probant ni un tant soit peu circonstancié pour démontrer qu'un retour au Congo serait une violation de cet article. Alors qu'il lui incombe d'étayer son argumentation. En effet, il n'indique pas quelles sont les persécutions redoutées ni les motifs pour lesquels il serait en danger au pays d'origine. En l'absence de tout élément permettant de croire en un risque en cas de retour temporaire au pays, cet élément ne saurait constituer une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile tout retour temporaire au pays d'origine.

L'intéressé invoque la situation générale prévalant au Congo, étayée par des articles de presse du 20.10.2011. Cet élément ne peut constituer une circonstance exceptionnelle car ils ne font que relater des événements sans implication directe, implicite ou explicite se rapportant à la situation du requérant. De plus, invoquer une situation générale ne peut constituer une circonstance exceptionnelle car, d'une part, la seule évocation d'un climat général n'implique pas un risque individuel l'empêchant d'effectuer un retour temporaire vers le pays d'origine ou de résidence à l'étranger et d'autre part, le demandeur n'apporte aucun élément qui permette d'apprécier le risque qu'il encoure en matière de sécurité personnelle ou en matière de délai requis pour la procédure de visa (Tribunal de Première Instance de Bruxelles, audience publique des référés n° 2001/536/c du 18/06/2001 du rôle des référés). Il ne s'agit donc pas d'une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour au pays d'origine. De plus, notons que ces articles datent de 2011 et que l'intéressé ne donne pas des preuves récentes qu'un retour est impossible au pays d'origine.

L'intéressé invoque la longueur de son séjour ainsi que son intégration sur le territoire arguant de sa volonté de travailler, sa connaissance du néerlandais, son cercle d'amis et connaissances et attestée par son permis de travail C, un formulaire occasionnel du secteur horticole, une attestation d'intégration, un certificat de cours d'orientation sociale, une fiche d'inscription au cours de néerlandais, des certificats de néerlandais et des témoignages. Or, la longueur du séjour et l'intégration ne constituent pas des circonstances exceptionnelles car ces éléments n'empêchent pas la réalisation d'un ou plusieurs départs temporaires à l'étranger pour obtenir l'autorisation de séjour (C.E., 24 octobre 2001, n°100.223 ; C.C.E., 22 février 2010, n°39.028).

L'intéressé invoque en outre son passé professionnel sous permis de travail C ainsi que sa volonté de travailler. Toutefois, notons que l'exercice d'une activité professionnelle, au surplus passée ou à venir, n'est pas un élément révélateur d'une impossibilité ou une difficulté quelconque de rentrer dans le pays d'origine afin d'y accomplir les formalités requises en vue de l'obtention d'une autorisation de séjour, et ne peut dès lors constituer une circonstance exceptionnelle. En effet, « (...) le Conseil rappelle qu'un long séjour en Belgique n'est pas en soi un empêchement à retourner dans le pays d'origine. Il en est de même pour l'intégration par le travail invoquée par la partie requérante. Le Conseil ne perçoit pas en

quoi cet élément empêcherait la réalisation d'un déplacement à l'étranger en vue d'y lever l'autorisation requise, d'autant plus que la partie requérante ne démontre pas qu'elle est autorisée à travailler en Belgique par le biais d'une carte professionnelle ou d'un permis de travail, à durée illimitée » (C.C.E, 31 janvier 2008, n°6.776 ; C.C.E., 18 décembre 2008, n°20.681).

L'intéressé apporte l'acte de naissance de son enfant. L'intéressé ne démontre pas en quoi cet élément peut être une circonstance exceptionnelle empêchant un retour au pays d'origine. En effet, le fait d'avoir un enfant né sur le territoire belge ne dispense pas l'intéressé de se soumettre à la procédure en vigueur: à savoir lever l'autorisation requise au pays d'origine ou de résidence à l'étranger. Objectivement, l'intéressé n'explique pas en quoi il serait difficile voire impossible que son enfant l'accompagne au pays en vue de régulariser sa situation. Aucune circonstance exceptionnelle n'est donc établie.

De plus, l'existence d'une famille en Belgique ne dispense pas de l'obligation d'introduire sa demande de séjour dans son pays d'origine et ne saurait empêcher le requérant d'y retourner pour le faire (C.E., 27 mai 2003, n°120.020).

En outre, dans ce cadre, il est loisible au requérant de solliciter un droit au séjour dans le cadre du regroupement familial sur base des articles 10 et 12bis de la loi du 15/12/1980 (une procédure spécifique doit, en effet, être introduite auprès de l'administration communale du lieu de résidence afin de demander à obtenir un droit de séjour dans ce cadre).

Enfin, l'intéressé invoque son respect pour l'ordre public. Notons que cet élément ne saurait raisonnablement constituer une circonstance exceptionnelle : il n'empêche ni ne rend difficile un retour temporaire vers le pays pour y lever les autorisations nécessaires. En outre, ce genre de comportement est attendu de tout un chacun. Il ne peut donc être retenu pour rendre la présente demande recevable. »

2. Exposé des moyens d'annulation

2.1 La partie requérante prend un premier moyen, en réalité, un **moyen unique**, de la violation de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 et des principes de bonne administration pris de l'obligation de motivation comme précisée dans la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, ainsi que du principe du raisonnable et de minutie (traduction libre de « Eerste middel: schending van artikel 9 bis van de vreemdelingenwet en schending van de beginselen van behoorlijk bestuur: de motiveringsverplichting zoals bepaald in de wet van 29.07.1991, het redelijkheidsbeginsel en het zorgvuldigheidsbeginsel »).

2.2 Elle fait tout d'abord valoir, en substance, après avoir cité le premier paragraphe de la décision attaquée, que le requérant a introduit une demande d'autorisation de séjour le 7 juillet 2011, entre autres sur la base de l'instruction du 19 juillet 2009 relative à l'application de l'ancien article 9, alinéa 3, et de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 (ci-après : l'instruction du 19 juillet 2009) ; que bien que l'instruction du 19 juillet 2009 ait été annulée par le Conseil d'État, le ministre, à présent le secrétaire d'État, s'est engagé publiquement à l'appliquer dans le cadre de son pouvoir discrétionnaire ; que le principe du raisonnable est violé ; que bien qu'il ait été communiqué par les médias ou de manière officielle que l'instruction continuerait à être appliquée, elle ne l'est pas dans ce dossier ; qu'aucune communication de la partie défenderesse ou du secrétaire d'Etat n'a jusqu'à présent confirmé que les critères ne peuvent plus être utilisés, qu'au contraire, tant qu'il n'y a pas de nouvelle directive, ils peuvent être utilisés ; que cela signifie que tous les étrangers qui ont introduit une demande sur base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 et de l'instruction du 19 juillet 2009, et ont obtenu une carte de séjour, dont la durée est soit limitée – sur base d'un contrat de travail – soit illimitée – sur base d'un séjour ininterrompu de plus de 5 ans – doivent se voir notifier une nouvelle décision dans laquelle la partie défenderesse les informe avoir pris une mauvaise décision ; que l'instruction a été rendue publique de toutes les manières possibles, qu'elle n'était donc plus une ligne directrice interne, mais aussi une instruction pour les étrangers eux-mêmes sur laquelle ils pouvaient se baser ; qu'il n'y a jamais eu autant de personnes régularisées qu'en 2009 et 2010 ; qu'il y a violation du principe d'égalité et du principe de sécurité juridique car les demandes introduites entre le 15 septembre 2009 et le 15 décembre 2009 et traitées immédiatement ont été déclarées recevables et fondées sur base de l'instruction du 19 juillet 2009 et car la partie défenderesse prend encore des décisions dans lesquelles il est toujours fait référence à l'instruction du 19 juillet 2009 et à la possibilité de demander un permis de travail B, que la partie requérante peut en présenter des dizaines d'exemples ; que bien que l'instruction

ait déjà été annulée en décembre 2009, la partie défenderesse a continué à l'appliquer et a même délivré des autorisations de séjour sur cette base ; qu'on peut conclure de ce qui précède que la directive a été publiée le 11 décembre 2009 par le secrétaire d'Etat Wathelet et est toujours d'application, aucune autre instruction et/ou directive n'ayant été publiée et que l'on peut se demander si la partie défenderesse a simplement été imprudente ou si elle a sciemment choisi de ne pas appliquer les directives susmentionnées dès lors que le requérant remplit entièrement les conditions de régularisation (traduction libre de « Verzoeker diende op 07.07.2011 een regularisatieaanvraag in, ondermeer op basis van de instructie dd. 19.07.2009. Hoewel de instructie vernietigd werd door de Raad van State, zou de minister, thans de staatssecretaris, in haar discretionaire bevoegdheid de instructie blijven toepassen. Het volgende werd ook gepubliceerd op de website van Kruispunt – Migratie in samenspraak met DVZ en kabinet van staatssecretaris De Block: [...] Hieruit volgt dus dat het redelijkheidsbeginsel geschonden is! [...] Er werd op alle mogelijke manieren zowel media als officiële berichtgeving duidelijk gemaakt dat de instructie zou blijven gelden, in dit dossier wordt op geen enkele wijze rekening gehouden met de instructie. In arrest nr. 198.769 van 9 december 2009 vernietigt de Raad van State de regularisatie-instructie van 19 juli 2009. Er is tot op heden geen enkele mededeling van DVZ of de Staatssecretaris geweest waarin bevestigd wordt dat de criteria niet meer mogen aangehaald worden. Integendeel, zolang er geen nieuwe richtlijn is mogen ze aangehaald worden. Bovendien betekent dit dat alle vreemdelingen die een aanvraag in toepassing van artikel 9 bis, zich baserend op de instructie d.d. 19.07.2009, hebben ingediend en een verblijfskaart hebben bekomen, zijnde beperkte duur op basis van hun arbeidsmarkt zijnde onbeperkte duur op basis van hun ononderbroken verblijf van meer dan 5 jaar, dat ze allemaal een nieuwe beslissing moeten krijgen waarin DVZ meedeelt dat zij een verkeerde beslissing hebben genomen. Dat de beslissingen in het verleden gebaseerd waren op een instructie die vernietigd was en dat ze toch geen recht hebben op verblijf! Via de media werd de instructie op alle mogelijke manieren bekend gemaakt. Dat DVZ op verschillende manieren dit zelf publiek heeft gemaakt. Dit betekent dat de instructie niet meer een interne beleidslijn was maar ook een instructie voor de vreemdelingen zelf waarop zij zich konden baseren. [...] Dit betekent dus dat voor 2010 alleen al de 15.426 regularisatiedossiers opnieuw moeten bekeken worden. Dat op de website van binnenlandse zaken het volgende werd gepubliceerd : Aanvragen Om Machtiging Tot Verblijf Voor Humanitaire Redenen Statistische Gegevens– Dienstjaar 2011 Dat wij kunnen vaststellen dat er nooit eerder zoveel geregulariseerde personen waren dan in 2009 en 2010! Dat van de 24 199 mensen die op basis van 2.8A en 2.8B een aanvraag indienden 15.426 werkelijk ook geregulariseerd werden! Dit is duidelijk een schending van het gelijkheidsbeginsel en het rechtszekerheidsbeginsel! De aanvragen die ingediend werden tussen 15.09.2009 en 15.12.2009 en onmiddellijk behandeld werden op basis van de instructies ontvankelijk en gegrond verklaard. Bovendien neemt DVZ nog altijd beslissingen waarin nog steeds verwezen wordt naar de instructie en de mogelijkheid wordt gegeven om een arbeidskaart B aan te vragen. Wij kunnen tientallen voorbeelden voorleggen waarin dit het geval is. Dat dan ook het gelijkheidsbeginsel dient gerespecteerd te worden en de bestreden beslissing dan ook een schending is van het gelijkheidsbeginsel! [...] In casu hoewel de instructie reeds in december 2009 vernietigd werd, bleef DVZ dat toepassen en zelfs op basis hiervan verblijfsmachtigingen toekennen. Dat wij uit het voorgaande kunnen afleiden dat de richtlijn op 11 december 2009 werd bekendgemaakt door toenmalige staatssecretaris bevoegd voor asiel en migratie M. Wathelet en deze nog steeds gelden daar er geen andere instructie en/of richtlijn bekendgemaakt werd. [...] Dat men in het ene geval het dossier wel aan de instructie toetst, en in het andere dossier dan weer niet, dat dit dan ook onaanvaardbaar is! Men vraagt zich af of verwerende partij louter onzorgvuldig is geweest of bewust de keuze heeft gemaakt om de aanvraag van verzoeker niet aan bovenstaande instructie te toetsen noch aan de eerdere instructies m.b.t. tot regularisaties die niet vernietigd werden door de Raad van State. Verzoeker voldoet immers volledig aan de voorwaarden om geregulariseerd te worden. »)

2.3 Ensuite, citant le deuxième paragraphe de la décision attaquée, la partie requérante estime, en substance, que sa demande doit être déclarée recevable et fondée, qu'il existe des circonstances exceptionnelles dans le chef du requérant, que ce dernier a présenté les pièces d'identité nécessaires pour que sa demande soit déclarée recevable ; que le requérant ne peut pas retourner en République démocratique du Congo (ci-après : RDC) pour y introduire une demande d'autorisation de séjour, qu'il a construit sa vie en Belgique, en toute sécurité, avec sa compagne et son enfant, qu'il a tout quitté pour se mettre en sécurité ; qu'il n'a rien ni personne en RDC, un pays où il n'est pas allé depuis très longtemps, qu'il ne peut pas y retourner pour un éventuel séjour temporaire ; qu'ici, il est pleinement soutenu par sa partenaire ; qu'un équilibre des intérêts doit être trouvé ; que le fait que le requérant

séjourne en Belgique, son intégration et le fait que sa compagne et son enfant aient un droit de séjour en Belgique justifient l'introduction de sa demande en Belgique, que ses intérêts se trouvent en Belgique ; qu'en outre, le requérant ne peut comprendre pourquoi la partie défenderesse – qui doit tenir compte de tous les éléments du dossier et motiver à suffisance sa décision – prétend qu'il n'existe pas de circonstances exceptionnelles, qu'il y a donc également violation de l'obligation de motivation ; que le requérant a invoqué des circonstances exceptionnelles admises par la jurisprudence, qu'il est déraisonnable pour la partie défenderesse d'affirmer le contraire, que la circulaire du 26 mars 2009 n'a pas été annulée et mentionne une procédure engagée depuis au moins quatre ans sans décision exécutoire ; qu'il ressort très clairement du dossier administratif que le requérant remplit pleinement ces conditions, qu'il doit donc être régularisé ; qu'il a introduit une première demande de protection internationale le 21 avril 2008, qui a été rejetée par le Conseil le 30 novembre 2010 et a donc duré plus de deux ans et demi, que sa seconde demande de protection internationale a été introduite le 4 janvier 2011 et clôturée le 27 octobre 2011 et a donc duré 10 mois, que la procédure de régularisation du requérant, introduite durant sa procédure de protection internationale – et qui doit donc être prise en compte – a duré plus de trois ans ; que, pendant toute la durée de son séjour en Belgique – soit environ sept ans – le requérant ne s'est pas vu délivrer d'ordre de quitter le territoire, que même la décision attaquée n'est pas accompagnée d'un ordre de quitter le territoire, qu'il est donc déraisonnable que la partie défenderesse n'en tienne pas compte ; que la partie défenderesse doit respecter le principe d'égalité ; que jusqu'à présent, le requérant n'a pas reçu de décision exécutoire et doit donc être régularisé ; qu'en outre, tous les rapports officiels montrent que la longueur de la procédure est un motif de régularisation et que le requérant se conforme pleinement à la situation humanitaire urgente, entre autres : longueur de la procédure (traduction libre de « Verzoeker is van mening dat zijn aanvraag wel degelijk ontvankelijk en gegrond moet verklaard worden. Dat er in hoofde van verzoeker wel degelijk sprake is van buitengewone omstandigheden. Bovendien voegde verzoeker de nodige identiteitsstukken die ervoor zorgen dat zijn aanvraag ontvankelijk verklaard diende te worden. [...] Verzoeker kan niet terugkeren naar Congo om daar een regularisatieaanvraag in te dienen, hij heeft in België zijn leven opgebouwd, in alle veiligheid, samen met zijn partner en kind en heeft destijds alles en iedereen achtergelaten om zijn leven in veiligheid te brengen. Hij heeft niets of niemand in Congo, een land waar hij al zeer lange tijd niet meer geweest is. Waar moet hij verblijven zonder enige ondersteuning?! Hij kan ook niet terugkeren voor een eventueel tijdelijk verblijf, waar zou hij terecht kunnen?! Hier wordt hij volledig ondersteund door zijn partner. Hij wenst op te merken dat er een belangenafweging gemaakt dient te worden! Verzoeker zijn verblijf, zijn integratie en het feit dat zijn partner en kind verblijfsrecht in België hebben verantwoord en wel degelijk een aanvraag in België! De belangen van verzoeker bevinden zich immers in België! Dat er dus wel degelijk sprake is van buitengewone omstandigheden. Bovendien kan verzoeker uit deze motivering niet afleiden waarom DVZ dit niet onderzoekt in haar bestreden beslissing en stelt dat er geen buitengewone omstandigheden zijn?! DVZ dient rekening te houden met alle elementen in het dossier en deze afdoende te motiveren! Dat dit dan ook een schending is van de motiveringsplicht! [...] Dat verzoeker wel degelijk buitengewone omstandigheden heeft aangehaald, die aanvaard worden door de rechtspraak. Bijgevolg is het onredelijk van verwerende partij om het tegendeel te beweren! De instructies van voordien (dd. 26.03.2009) werden niet vernietigd en er is wel degelijk sprake van vier jaar verblijf zonder een uitvoerbare titel. Uit het administratief dossier blijkt zeer duidelijk dat verzoeker volledig aan deze voorwaarden voldoet, bijgevolg dient hij geregulariseerd te worden! Verzoeker diende een eerste asielaanvraag in op 21.04.2008, die op 30.11.2010 werd afgeloten door de RvV en bijgevolg meer dan twee jaar en half geduurd heeft. Zijn tweede asielaanvraag werd ingediend op 04.01.2011 en afgesloten op 27.10.2011 en duurde bijgevolg 10 maanden. De regularisatieprocedure van verzoeker, opgestart tijdens zijn asielprocedure waardoor deze termijn meegeteld dient te worden, duurde meer dan drie jaar. Verzoeker is tevens, gedurende zijn volledig verblijf in België, in casu ongeveer 7 jaar lang, niet in het bezit gesteld van een bevel om het grondgebied te verlaten. Zelfs huidige beslissing werd niet vergezeld van een bevel om het grondgebied te verlaten! Het is bijgevolg onredelijk van verwerende partij om hier geen rekening mee te houden! DVZ dient het gelijkheidsbeginsel te respecteren! Verzoeker heeft tot op heden geen uitvoerbare titel mogen ontvangen en dient bijgevolg geregulariseerd te worden. Bovendien blijkt uit alle officiële berichtgeving dat een langdurige procedure een reden is tot regularisatie. Dat het gelijkheidsbeginsel gerespecteerd dient te worden! Verzoeker voldoet immers ondermeer volledig aan de prangende humanitaire situatie: langdurige procedure. »)

2.4 La partie requérante poursuit en alléguant, en substance, citant les troisième et quatrième paragraphes de la décision attaquée, que le requérant ne peut démontrer concrètement que sa vie

serait en danger s'il retournerait dans son pays d'origine ; qu'il ne s'est pas rendu dans son pays d'origine depuis très longtemps ; qu'il ne peut compter que sur la couverture médiatique pour étayer ses craintes, qu'il est déraisonnable pour la partie défenderesse de demander des preuves concrètes, car s'il veut les collecter, sa vie serait en danger ; que la couverture médiatique, largement répandue et accessible à la partie défenderesse, montre que la situation en RDC n'est pas encore sous contrôle, bien au contraire ; qu'il y a des reportages quotidiens dans les médias sur la gravité de la situation là-bas ; qu'il n'est pas raisonnable que la partie défenderesse attende que le requérant mette sa vie en danger, afin de pouvoir démontrer qu'il existe une menace réelle pour son intégrité physique ; que c'est un fait notoire et, par conséquent, il s'agit d'une circonstance exceptionnelle ; que le requérant apporte effectivement de nouveaux éléments pour clarifier la situation actuelle en RDC, que la partie défenderesse devrait au moins analyser ; que le requérant a déposé des documents qui datent de 2011 dès lors qu'il a introduit sa demande en 2011 et a déposé des documents à ce moment-là ; qu'il incombe à la partie défenderesse d'enquêter sur la situation dans le pays d'origine au moment de la décision ; que le requérant doit retourner dans son pays d'origine et il faut donc évaluer sur la base de la situation actuelle et s'il peut revenir ; que cet examen n'a pas encore été effectué ; que la partie défenderesse viole le principe de minutie en n'enquêtant pas sur le fait que le requérant puisse ou non retourner dans son pays d'origine ; que cet argument est bien une circonstance exceptionnelle ; qu'un retour en RDC du requérant constituerait une violation de l'article 3 de la CEDH ; que la partie défenderesse estime que le requérant doit prouver le risque de violation de l'article 3 de la CEDH, que le requérant tient à souligner qu'il ressort clairement des nombreux médias récents que la situation en RDC met toujours sa vie en danger, qu'il n'est pas contesté que la situation actuelle en RDC est toujours très précaire pour les citoyens qui y vivent et qu'il craint toujours un retour ; qu'il est irresponsable de renvoyer les citoyens dans de telles circonstances et de les exposer à des situations aussi dangereuses ; qu'il est impossible pour un « client » congolais de retourner dans son pays d'origine ; que le requérant a fui son pays et n'y est plus retourné depuis longtemps, qu'en conséquence, il ne peut pas rentrer car il ne peut aller nulle part et n'a pas de résidence là-bas, même pour un éventuel retour temporaire ; qu'il n'a plus rien ni personne et se retrouvera dans une situation dégradante pouvant mettre sa vie en danger ; comment peut-on s'attendre à ce qu'il reconstruise une vie en RDC, s'il n'y est pas allé depuis des années, y a laissé tout et tout le monde et craint pour sa vie ; que le requérant craint la torture ou des traitements inhumains ou dégradants dans son pays d'origine ou de mettre en péril sa vie ou sa personne en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international ; qu'il tombe donc sous la protection de l'article 3 de la CEDH ; que le requérant ne comprend pas pourquoi cela ne peut être considéré comme une circonstance exceptionnelle et que la partie défenderesse viole le principe de minutie en ne recherchant pas si le demandeur peut ou non retourner dans son pays d'origine (traduction libre de « Er wordt gesteld dat betrokkene geen gegronde vrees voor een schending van art 3EVRM kan voorleggen. [...] Bovendien kan verzoeker niet in concreto aantonen dat zijn leven in gevaar is indien hij zou terugkeren naar zijn land van herkomst! Verzoeker is al zeer lange tijd niet meer in zijn land van herkomst geweest! Hij kan alleen maar afgaan op de mediaberichtgeving om zijn gegronde vrees te kunnen staven. Dat het onredelijk is van DVZ om concrete bewijzen te vragen, immers indien hij concrete bewijzen wil verzamelen, is zijn leven in gevaar! Uit de mediaberichtgeving, die wijdverspreid en toegankelijk is voor verwerende partij, blijkt dat de situatie in Congo nog niet onder controle is, integendeel zelfs. Dat er dagelijks berichten in de media verschijnen over de ernst van de situatie aldaar. [...] Het is niet redelijk van DVZ om te verwachten dat hij zijn leven in gevaar brengt, zodat hij kan aantonen dat er een reële dreiging is voor zijn fysieke integriteit. Dat dit algemeen geweten is en bijgevolg wel degelijk een buitengewone omstandigheid uitmaakt. Dat verzoeker wel degelijk nieuwe elementen naar voren brengt om de huidige situatie in Congo te verduidelijken, dat DVZ op zijn minst de situatie in zijn land van herkomst dient te onderzoeken. Men merkt op dat verzoeker stukken voegde die reeds dateren van 2011. Dat dit uiteraard het gevolg is van het feit dat verzoeker zijn aanvraag in 2011 indiende en op dat moment de stukken voegde. Het is uiteraard de verantwoordelijkheid van verwerende partij om op het moment van de beslissing de situatie in het land van herkomst te onderzoeken! [...] Verzoeker wordt geacht terug te keren, dus dient men dit aan de hand van de huidige situatie te toetsen en na te kijken of hij kan terugkeren. Dit onderzoek werd tot op heden niet uitgevoerd! DVZ schendt flagrant het zorgvuldigheidsbeginsel door niet te onderzoeken of verzoeker al dan niet kan terugkeren naar haar land van herkomst. Dat dit argument, in tegendeel tot wat DVZ stelt, wel degelijk een buitengewone omstandigheid vormt. Verzoeker bevindt zich eveneens in buitengewone omstandigheden daar een terugkeer naar Congo een schending zou uitmaken van artikel 3 van het EVRM. [...] Wanneer verzoeker zou moeten terugkeren zal artikel 3 van het EVRM geschonden worden. [...] DVZ merkt op dat verzoeker het gevaar voor de schending van art 3 van het

EVRM dient te bewijzen. Verzoeker wenst op te merken dat uit de vele recente media wel degelijk blijkt dat de situatie in Congo nog steeds levensgevaarlijk is. Het staat niet ter discussie dat de huidige situatie te Congo nog steeds zeer precair is voor de burgers die er wonen en dat hij nog steeds vreest voor een terugkeer. Het is onverantwoord om in dergelijke omstandigheden burgers terug te sturen en hen bloot te stellen aan dergelijke gevaarlijke situaties. Indien hij terugkeert naar zijn land van herkomst zal artikel 3 van het EVRM geschonden worden. Voor cliënt die de Congoese nationaliteit heeft is het onmogelijk om terug te keren naar zijn land van herkomst. Immers hij is uit het land gevlucht en is er al zeer lange tijd niet meer geweest. Hij kan bijgevolg dus ook niet terugkeren want hij kan nergens terecht en heeft er geen verblijfplaats meer, zelfs niet voor een eventuele tijdelijke terugkeer. Hij heeft niets meer of niemand waar hij terecht kan in zijn land van herkomst en zal in een mensonterende en levensbedreigende situatie terechtkomen. Hoe kan hij geacht worden terug een leven op te bouwen in Congo, als hij daar al jaren niet meer geweest is, en er alles en iedereen heeft achtergelaten en vreest voor zijn leven?? Hij heeft schrik dat hij slachtoffer zal zijn van foltering of onmenselijke of vernederende behandeling of bestraffing in zijn land van herkomst of ernstige bedreiging van zijn leven of persoon riskeren als gevolg van willekeurig geweld in het geval van een internationaal of binnenlands gewapend conflict. Dat hij dan ook onder de bescherming valt van art 3 EVRM. Verzoeker begrijpt niet waarom dit niet beschouwd kan worden als een buitengewone omstandigheid. DVZ schendt flagrant het zorgvuldigheidsbeginsel door niet te onderzoeken of verzoeker al dan niet kan terugkeren naar zijn land van herkomst. »)

2.5 Citant le cinquième paragraphe de la décision attaquée, la partie requérante fait valoir, en substance, que le requérant ne peut en aucun cas déduire de ce qui précède les raisons pour lesquelles son long séjour et son intégration ne peuvent constituer des circonstances exceptionnelles et, par conséquent, ne peuvent conduire à une régularisation ; qu'avec cette phrase, la partie défenderesse peut refuser toutes les demandes, qu'une demande d'autorisation de séjour est toujours une demande pour des raisons humanitaires ; que l'obligation de motivation formelle a été violée ; que la partie défenderesse doit motiver pourquoi l'intégration n'est pas une circonstance exceptionnelle, que les circonstances exceptionnelles sont bien démontrées, que l'intégration doit être analysée au fond ; que, de plus, l'ancrage local du requérant n'est pas contesté, qu'au contraire, la partie défenderesse confirme que l'intégration et l'ancrage local ont été établis par différents documents ; que le moyen le plus court pour prendre une décision et ne pas avoir à tenir compte de ces éléments est une décision d'irrecevabilité ; qu'en conséquence, la partie défenderesse méconnaît les circonstances exceptionnelles, ce qui est inacceptable ; pourquoi l'intégration et le séjour de longue durée ne peuvent-ils être pris en compte à la fois dans l'examen de la recevabilité et dans l'examen du fond ? ; que cela montre que la partie défenderesse cherche des raisons pour déclarer la demande du requérant irrecevable, sans prendre en compte tous les éléments ; que le requérant estime qu'il existe des circonstances exceptionnelles et qu'il doit être régularisé dès lors qu'il est clair que la partie défenderesse ne conteste pas son intégration (traduction libre de « Verzoeker kan op geen enkele manier uit het voorgaande afleiden waarom zijn langdurig verblijf en zijn integratie geen buitengewone omstandigheden kunnen vormen en bijgevolg niet kunnen leiden tot regularisatie. Door middel van deze zin kan DVZ alle aanvragen weigeren. Een aanvraag 9bis is nog altijd een aanvraag om humanitaire redenen !! [...] Dat uit het voorgaande dus blijkt dat de formele motiveringsplicht geschonden is. De verwerende partij moet motiveren waarom de integratie geen buitengewone omstandigheid kan vormen. Dat de buitengewone omstandigheden wel degelijk aangetoond worden en dat de opgebouwde integratie wel degelijk in de gegrondheidsfase onderzocht dient te worden. Dat dit alles een schending is van de wet van 29.07.1991 namelijk een schending van de formele motiveringsplicht. Bovendien blijkt duidelijk uit de beslissing dat de lokale verankering van verzoeker niet betwist wordt. Integendeel zelfs, DVZ bevestigt dat de integratie en lokale verankering gestaafd werden met verschillende stukken. Het getuigt van een eenzijdige interpretatie van DVZ om de opgebouwde integratie en het langdurig verblijf van verzoeker louter te willen beoordelen in het kader van het gegrondheidsonderzoek. De kortste weg naar de beslissingen en om met dit alles geen rekening te moeten houden is een onontvankelijkheidsbeslissing. Hierdoor miskent verwerende partij de buitengewone omstandigheden. Dat dit onaanvaardbaar is! Waarom kan de opgebouwde integratie en het langdurig verblijf niet in overweging genomen worden in zowel het ontvankelijkheidsonderzoek als het gegrondheidsonderzoek?! Dat hieruit blijkt dat verwerende partij redenen zoekt om de aanvraag van verzoeker onontvankelijk te verklaren, zonder rekening te houden met ALLE elementen! Dat verzoeker van mening is dat er wel degelijk sprake is van buitengewone omstandigheden, en dat hij geregulariseerd dient te worden nu duidelijk blijkt dat DVZ zijn integratie niet betwist. »)

2.6 Citant le sixième paragraphe de la décision attaquée, la partie requérante invoque, en substance, que le requérant a tout fait pour obtenir un séjour légal, qu'il ne peut pas retourner dans son pays d'origine, qu'il réside sur le territoire belge depuis 2008 sans s'être vu délivrer d'ordre de quitter le territoire ; que s'il devait retourner dans son pays d'origine, l'article 3 de la CEDH sera violé ; qu'il est devenu père pour la première fois en 2013, qu'il ne peut pas laisser sa partenaire et son bébé derrière lui pour introduire une demande d'autorisation de séjour en RDC, que cela constituerait une violation de l'article 8 de la CEDH ; que des circonstances exceptionnelles ont effectivement conduit à ce que le requérant introduise sa demande d'autorisation de séjour en Belgique ; que l'affirmation de la partie défenderesse témoigne d'un examen insuffisant de son dossier ; qu'en premier lieu, le requérant précise qu'il n'a pas choisi d'être en séjour illégal en Belgique, qu'il a introduit une demande d'autorisation de séjour conformément à la réglementation en vigueur et est resté en Belgique, dans l'attente d'une décision, où sa sécurité peut être garantie ; que s'il avait quitté la Belgique, il aurait lui-même violé ses droits et sa demande aurait été déclarée sans objet, qu'il n'avait d'autre choix que de rester en Belgique en attendant le résultat de sa demande ; que le requérant ne comprend pas pour quelle raison son long séjour et son intégration ne peuvent conduire à une régularisation, que la partie défenderesse doit au moins motiver pour quelle raison son intégration et son séjour de longue durée ne peuvent constituer un motif de régularisation ; qu'avec cette phrase, la partie défenderesse peut refuser toutes les demandes, qu'une demande d'autorisation de séjour est toujours une demande pour des raisons humanitaires, que la partie défenderesse doit prendre en compte tous les éléments du dossier du demandeur, y compris son séjour de longue durée (et légal), le fait que le requérant n'a commis aucune infraction pénale, son intégration, sa volonté de travailler et le fait qu'il a toujours travaillé dans le passé, le fait que son enfant et sa partenaire ont un droit de séjour en Belgique, la longueur de sa procédure de protection internationale, le fait qu'il pourrait immédiatement reprendre le travail ... ; que l'obligation de motivation formelle a été violée par la partie défenderesse ; pour quelle raison un séjour légal de longue durée, le fait vivre avec sa partenaire et son enfant et son intégration ne peuvent-ils pas conduire à une régularisation ? ; qu'il y a contradiction dans le fait de dire qu'un séjour légal de longue durée ne constituerait pas une circonstance exceptionnelle alors que depuis 2006 une longue procédure constitue un critère de régularisation, que ces critères n'ayant pas été annulés, il faut en tenir compte, par exemple, un séjour (y compris légal) de longue durée, une longue procédure, le fait de n'avoir commis aucune infraction pénale, un ancrage durable, ... (traduction libre de « Dat verzoeker er steeds alles aan gedaan heeft om legaal verblijf te bemachtigen. Verzoeker kan niet terugkeren naar zijn land van herkomst, bovendien verbleef hij reeds sinds 2008 op het Belgisch grondgebied, zonder een bevel om het grondgebied te mogen ontvangen. Indien verzoeker terug dient te keren naar zijn land van herkomst zal art 3 van het EVRM geschonden worden. Bovendien is verzoeker in 2013 voor de eerste keer vader geworden. Hij kan zijn partner en baby niet achterlaten om in Congo een regularisatieaanvraag in te dienen! Dit zou een schending uitmaken van art 8 EVRM! Zoals uit het bovenstaande blijkt, is er wel degelijk sprake van buitengewone omstandigheden, waardoor de regularisatieaanvraag van verzoeker in België werd ingediend. Dat deze stelling door DVZ getuigt van een gebrekkig onderzoek naar het dossier van verzoeker! In eerste instantie wenst verzoeker op te merken dat verzoeker niet gekozen heeft voor illegaal verblijf in België. Hij heeft een regularisatieaanvraag ingediend volgens de geldende regelgeving, op basis van bijzondere omstandigheden en heeft in afwachting van een beslissing terzake in België verbleven, waar zijn veiligheid gegarandeerd kan worden. Mocht hij België verlaten hebben, zou hij zelf zijn rechten geschonden hebben en zou zijn aanvraag zonder voorwerp verklaard geweest zijn. Dat hij geen andere keuze had dan in afwachting van het resultaat in België te verblijven. Bovendien kan verzoeker op geen enkele manier uit het voorgaande afleiden waarom zijn langdurig verblijf en zijn integratie niet kunnen leiden tot regularisatie. DVZ dient minstens te motiveren waarom zijn integratie en langdurig verblijf geen reden kunnen vormen tot regularisatie. Door middel van deze zin kan DVZ alle aanvragen weigeren. Een aanvraag 9bis is nog altijd een aanvraag om humanitaire redenen !! Verwerende partij dient immers rekening te houden met ALLE elementen in het dossier van verzoeker, waaronder zijn langdurig (en legaal) verblijf, het feit dat verzoeker geen strafbare feiten heeft gepleegd, zijn integratie, zijn werkbereidheid en het feit dat hij in het verleden steeds gewerkt heeft, het feit dat zijn kind en partner verblijfsrecht hebben in België, zijn langdurige (asiel)procedure, dat hij onmiddellijk opnieuw zou kunnen werken ... [...] Dat uit het voorgaande dus blijkt dat de formele motiveringsplicht geschonden is. Dat dit alles een schending is van de motiveringsplicht. Dat DVZ hiermee nogmaals de motiveringsplicht schendt. Waarom kunnen een langdurig legaal verblijf, samenwoont met zijn partner en kind en al deze tekenen van integratie uiteindelijk niet leiden tot regularisatie? Dit zijn juist de criteria. Tevens is het een frappante tegenstelling om te stellen dat zijn langdurig legaal verblijf geen buitengewone omstandigheid zou uitmaken. Sinds 2006 is een langdurige

procedure immers reeds een regularisatiecriteria. Deze criteria werd niet vernietigd, bijgevolg dient er rekening gehouden te worden met zijn langdurig (waaronder legaal) verblijf, zijn langdurige procedure, het feit dat hij geen strafbare feiten gepleegd heeft, zijn blijf van integratie, ... »)

2.7 Citant le septième paragraphe de la décision attaquée, elle précise, en substance, qu'il est manifestement déraisonnable pour la partie défenderesse de ne pas prendre en compte le fait que la partenaire et l'enfant du requérant ont un droit de séjour en Belgique ; qu'il ressort clairement de la décision attaquée que la partie défenderesse en a connaissance mais refuse d'en tenir compte et estime que le requérant ne prouve pas que cela constituerait une circonstance exceptionnelle ; qu'un éventuel retour du requérant constituerait une violation de l'article 8 de la CEDH et des articles 7 et 9 de la Convention internationale de New-York du 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant (ci-après : la CIDE) ; que le requérant précise que sa demande était basée sur l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 et non sur l'article 10 de la loi du 15 décembre 1980, dès lors qu'il n'en remplit pas les conditions ; qu'il est déraisonnable pour la partie défenderesse d'indiquer que le requérant doit remplir les conditions de l'article 10 pour pouvoir être régularisé car c'est précisément parce qu'il n'en remplit pas ces conditions qu'il a introduit une demande d'autorisation de séjour sur base de raisons humanitaires et qu'il doit établir des circonstances exceptionnelles ; qu'il est déraisonnable de la part de la partie défenderesse de ne pas l'examiner et de renvoyer le requérant à une autre procédure ; que le principe du raisonnable est violé ; que le requérant et sa partenaire forment une cellule familiale durable, qu'ils vivent ensemble et forment une famille, qu'un éventuel retour constituerait bien une violation de l'article 8 de la CEDH ; que la partie défenderesse n'en tient pas compte, même si elle est informée du fait que la compagne du requérant et son enfant ont un droit de séjour en Belgique ; qu'il n'y a pas d'examen individuel et approfondi, ce qui constitue une violation du principe de minutie ; qu'il y aurait une rupture des relations familiales en cas de retour en RDC ; qu'en outre, la partie défenderesse viole l'obligation de motivation formelle, dès lors qu'elle affirme que le fait que le requérant séjourne chez sa partenaire ne constitue pas une circonstance exceptionnelle, mais n'explique pas pourquoi ; que le requérant ne comprend pas pourquoi le fait de former une famille avec sa partenaire ne constitue pas une circonstance exceptionnelle ; que le fait que la partie défenderesse ne tienne pas suffisamment compte du fait qu'ils forment une famille est une violation du principe de minutie dès lors que la partie défenderesse doit prendre en compte tous les éléments du dossier ; qu'en outre, un éventuel retour en RDC constituerait une violation de l'article 8 de la CEDH, qu'il est frappant de constater que la partie défenderesse est informée du fait que la partenaire du requérant et son enfant ont un droit de séjour en Belgique, mais qu'elle refuse d'en tenir suffisamment compte ; que la partenaire du requérant a un droit de séjour en Belgique, y est employée, y a construit sa vie et s'y trouve en sécurité, de sorte qu'un éventuel retour du en RDC constituerait une violation de l'article 8 de la CEDH ; qu'il n'y a aucun danger pour la sécurité nationale, la sûreté publique, le bien-être économique du pays, la défense de l'ordre et la prévention des infractions pénales, la protection de la santé ou de la morale, ou la protection des droits et libertés d'autrui ; que le droit à la vie familiale du requérant doit donc être respecté ; qu'il existe des obstacles qui rendent impossible un retour du requérant en RDC, que sa partenaire a un droit de séjour en Belgique, qu'elle est employée et est financièrement responsable du demandeur, qu'en cas de retour en RDC, il serait obligé de laisser sa partenaire et son enfant, dont il prend soin, que cette pensée est inacceptable pour le requérant et qu'il se retrouverait dans une situation dégradante et mettant sa vie en danger ; qu'il est absurde de ne pas tenir suffisamment compte de la vie familiale du requérant, qu'un équilibre des intérêts doit également être réalisé, qu'il est désastreux que la relation que le requérant entretient avec sa partenaire depuis un certain temps soit insuffisamment ou non prise en compte, simplement pour éviter de devoir y répondre dans la décision attaquée ; que la vie familiale du requérant - qui n'a commis aucune infraction pénale et ne représente donc pas un danger pour la société belge - doit être respectée ; que le requérant estime que sa relation constitue bien une circonstance exceptionnelle et qu'il l'a bien démontré dans sa demande d'autorisation de séjour ; que le seul moyen pour cette famille de construire une vie de famille stable est en Belgique, qu'ils n'auraient pas cette possibilité en RDC, qu'il y a donc ingérence dans la vie familiale et privée du requérant ; que si la partie défenderesse avait examiné tous les éléments, elle aurait été conclu qu'il existe des circonstances exceptionnelles et que le requérant devait être régularisé ; qu'il est clair que le requérant a des intérêts en Belgique et qu'il doit être régularisé. Elle continue en précisant, en substance, que, de plus, l'intérêt de l'enfant du requérant n'a pas été pris en compte, que le seul moyen pour le fils du requérant de rester en contact avec ses deux parents est en Belgique, qu'il est suggéré que l'intérêt supérieur de l'enfant a été pris en compte en ne délivrant pas d'ordre de quitter le territoire mais la décision attaquée n'en tient pas suffisamment compte ; quel est l'intérêt d'un éventuel retour? Il ne serait

temporaire que si le requérant était autorisé au séjour ; qu'un retour n'est pas utile et viole tous les principes de bonne administration, car le requérant prend soin de son enfant ici, assiste sa partenaire, a un foyer, est très bien intégré et ne peut plus aller nulle part en RDC, pas même pour un éventuel séjour temporaire ; que le fait que la partie défenderesse refuse d'en tenir compte est la preuve d'un examen négligent du dossier du requérant, que la partie défenderesse a violé l'obligation de minutie et sa décision ne peut être raisonnablement justifiée ; que la partie requérante se réfère à l'article 24 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (ci-après : la Charte) et à l'article 3 de la CIDE et à de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (ci-après : la CJUE) ; que la partie défenderesse est informée de l'existence de l'enfant mineur du requérant, qu'elle doit donc le prendre en compte dans sa décision ; que la partie défenderesse refuse de prendre en compte le fait que la partenaire du requérant, qui est la mère de leur enfant, dispose d'un droit de séjour et de travail en Belgique ; que sa compagne et leur enfant séjournent légalement en Belgique, y ont construit leur vie et ne peuvent absolument pas revenir, que le lien entre le requérant et son enfant doit être respecté ; que l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 est une référence indirecte à la CIDE, que l'enfant du requérant a le droit de connaître et d'être pris en charge par ses deux parents, comme cela est explicitement indiqué à l'article 7.1 de la CIDE, que l'enfant du requérant a le droit d'avoir une relation avec ses deux parents ; que la Belgique, en tant que signataire de la CIDE, a le devoir de veiller à ce qu'un enfant ne soit pas séparé de ses parents ; qu'il existe une exception à cette règle quand les autorités compétentes le jugent nécessaire dans l'intérêt supérieur de l'enfant, que ce n'est pas le cas ici ; que l'on joue avec le bien-être de l'enfant, que l'on ignore de manière flagrante le fait que la compagne du requérant et la mère de son enfant réside légalement en Belgique ; que la décision attaquée précise qu'un retour éventuel ne serait que temporaire mais tout retour, qu'il soit bref ou long, constitue une violation des droits de l'enfant et, plus généralement, de l'article 8 de la CEDH, dans la mesure où il affectera toujours la compagne du requérant et son enfant ; qu'il y a donc ingérence dans la vie familiale et privée du requérant ; que la partie défenderesse a violé l'obligation de minutie et sa décision ne peut être raisonnablement justifiée ; que la partie défenderesse a également violé son obligation de motivation formelle ; que le requérant estime qu'il a suffisamment démontré qu'il existe des circonstances exceptionnelles et que sa demande d'autorisation de séjour doit être traitée au fond ; que la décision attaquée viole ainsi l'obligation de motivation au sens de la loi du 29 juillet 1991 relative à l'obligation de motivation formelle, les principes du raisonnable, de minutie et d'égalité ; que le requérant séjourne en Belgique depuis très longtemps, qu'il lui est impossible de retourner dans son pays d'origine car il a construit sa vie ici en toute sécurité ; que la partie défenderesse n'en a pas tenu compte ; que le requérant ne comprend pas pourquoi la partie défenderesse n'a pas pris en compte tous les éléments qu'il avait invoqués et que la décision attaquée doit donc être annulée, car elle viole de manière flagrante les principes cités en termes de moyen (traduction libre de « Het is flagrant onredelijk van verwerende partij om geen rekening te houden met het feit dat de partner en kind van verzoeker verblijfsrecht hebben in België! Uit de bestreden beslissing blijkt immers dat men hier weet van heeft, doch men weigert hier rekening mee te maken en stelt zonder meer dat verzoeker niet aantoonbaar dat dit een buitengewone omstandigheid zou uitmaken. Dit is onredelijk! Een eventuele terugkeer van verzoeker zou immers een schending uitmaken van art 8 van het EVRM en art 7 en 9 van het IVRK. Verzoeker wenst op te merken dat zijn aanvraag gebaseerd is op art 9 bis van de Vreemdelingenwet, en niet op artikel 10 van de wet van 15.12.1980. [...] Verzoeker en zijn partner wonen samen en vormen een duurzame en stabiele relatie. Doch zij voldoen niet aan alle voorwaarden om een aanvraag in te dienen op basis van art 10, zij zijn immers niet getrouwd en vormen geen geregistreerd partnerschap. Aangezien hij niet aan de voorwaarden voldoet om een aanvraag tot gezinshereniging in te dienen, heeft hij dit ook niet gedaan. Dat het kennelijk onredelijk is van DVZ om op te merken dat verzoeker aan de voorwaarden van art 10 moet voldoen om geregulariseerd te worden. Immers, het is juist omdat hij niet aan deze voorwaarden voldoet, dat hij een regularisatieaanvraag op basis van humanitaire redenen indiende en wel degelijk buitengewone omstandigheden gelden om zijn aanvraag in te dienen. Dat het onredelijk is van DVZ om dit niet te onderzoeken en verzoeker door te verwijzen naar een andere procedure. Dat dit een flagrante schending is van het redelijkheidsbeginsel! [...] Dat hier duidelijk sprake van is! Verwerende partij heeft immers geen rekening gehouden met het geheel van feitelijke elementen. Verzoeker en zijn partner vormen een duurzame gezinscel! Dat zij niet uit elkaar gehaald mogen worden! Verzoeker woont samen met zijn partner en vormt een gezin. Dat een eventuele terugkeer wel degelijk een schending zou uitmaken van art 8 van het EVRM. Dat verwerende partij hier echter geen rekening mee houdt, alhoewel men op de hoogte is van het feit dat verzoeker en zijn kind verblijfsrecht hebben in België! Men stelt dat een dossier grondig en individueel onderzocht dient te worden maar laat dit na te doen. Minstens blijkt dit niet uit de bestreden beslissing. Dat dit dan ook een

schending uitmaakt van het zorgvuldigheidsbeginsel! Dat de bestreden beslissing dan ook vernietigd dient te worden! Indien verzoeker wordt geacht terug te keren naar Congo, is er wel degelijk sprake van een breuk van de familiale relaties. DVZ schendt in haar beslissing het zorgvuldigheidsbeginsel. [...] Bovendien schendt DVZ flagrant het motiveringsbeginsel! Ze stelt dat het feit dat verzoeker bij zijn partner verblijft, geen buitengewone omstandigheid vormt, maar faalt erin te motiveren waarom niet. Verzoeker begrijpt niet waarom het feit dat hij een gezin vormt met zijn partner geen buitengewone omstandigheid kan vormen! Dat verwerende partij het dossier van verzoeker dan ook grondig dient te onderzoeken. Een eventuele terugkeer naar Congo zou wel degelijk een schending van art 8 van het EVRM uitmaken. Het feit dat DVZ onvoldoende rekening houdt met het feit dat zij een gezin vormen, is een flagrante schending van het zorgvuldigheidsbeginsel. DVZ dient immers rekening te houden met ALLE elementen in het dossier en het geheel van elementen! Bovendien is er, indien verzoeker dient terug te keren naar haar Congo, wel degelijk sprake van een disproportionaliteit ten aanzien van het recht op een gezin- of privéleven! Een eventuele terugkeer van verzoeker, zou een schending van art 8 van het EVRM uitmaken! Het is opvallend dat verwerende partij wel weet heeft van het feit dat de partner van verzoeker en zijn kind verblijfsrecht hebben in België maar dat zij hier weigeren hiermee voldoende rekening te houden in het dossier van verzoeker. Dat dit getuigt van het feit dat er geen zorgvuldig onderzoek verricht is in het dossier van verzoeker! De partner van verzoeker heeft verblijfsrecht in België, is hier tewerkgesteld, heeft hier een leven opgebouwd en is hier in veiligheid bijgevolg zou een eventuele terugkeer van verzoeker naar Congo wel degelijk een schending uitmaken van art 8 EVRM. DVZ faalt er echter in dit te onderzoeken. Dat een eventuele terugkeer van verzoeker naar Congo wel degelijk een schending van art 8 van het EVRM zou uitmaken! [...] Er is immers geenszins sprake van een eventueel gevaar voor de nationale veiligheid, de openbare veiligheid of het economisch welzijn. Noch is er sprake van wanordelijkheden en strafbare feiten of vormt hij een gevaar voor de goede zeden of voor de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen. Bijgevolg dient zijn recht op een gezinsleven gerespecteerd te worden! Dat er in hoofde van verzoeker wel degelijk sprake is van hinderpalen die een eventuele terugkeer naar Congo onmogelijk maken! De partner van verzoeker heeft verblijfsrecht in België, mevrouw is tewerkgesteld en staat financieel in voor verzoeker. Dat bij een eventuele terugkeer naar Congo, hij verplicht zou zijn om zijn partner en kind achter te laten. Waar zou hij bovendien terecht kunnen en wat zou er met zijn kindje gebeuren?! Het kind waar hij mee de zorg voor opneemt. Dat deze gedachte onaanvaardbaar is voor verzoeker en hij in een mensonterende en levensbedreigende situatie zou terechtkomen! Dat dit een schending zou uitmaken van art 8 EVRM. Verwerende partij merkt zelf op dat er een schending van art 8 van het EVRM wordt aangehaald! Het is absurd om onvoldoende rekening te houden met het gezinsleven van verzoeker. Tevens dient in dergelijke situatie een belangenafweging te worden gemaakt! Het is hemeltergend dat er onvoldoende of geen rekening wordt gehouden met de relatie die verzoeker al geruime tijd met zijn partner heeft, gewoon om te vermijden dat men hier dan zou moeten op antwoorden in de bestreden beslissing. Het familieleven van verzoeker, die geen strafbare feiten gepleegd heeft en bijgevolg geen gevaar betekent voor de Belgische maatschappij of samenleving, dient gerespecteerd te worden! Dat hun relatie wel degelijk een buitengewone omstandigheid vormt, en dat verzoeker van mening is dat hij dit wel degelijk aantoonde in zijn verzoekschrift en de gevoegde stukken. De enige manier voor dit gezin om een stabiel gezinsleven op te bouwen, is in België! In Congo zouden zij immers niet de kans krijgen om een effectief gezinsleven uit te bouwen. Dat er bijgevolg wel degelijk sprake is van inmenging in het gezins- en privéleven van verzoeker. Gezien de jarenlange en hechte relatie en het feit dat ze een gezin vormen is de tijdelijke verwijdering ook een onnodige en overbodige maatregel en miskent dit de belangen van dit gezin. Indien DVZ alle aangehaalde elementen, of minstens het geheel van elementen had onderzocht, had men tot de vaststelling gekomen dat er wel degelijk sprake is van buitengewone omstandigheden en dat verzoeker wel degelijk geregulariseerd dient te worden. Het mag duidelijk zijn dat de belangen van verzoeker zich in België bevinden en dat hij geregulariseerd dient te worden. Dat de bestreden beslissing dan ook vernietigd dient te worden! Dat bovendien geen enkele rekening gehouden is met de belangen van het kind van verzoeker. De enige manier voor het kind van verzoeker om contact te onderhouden met beide ouders is in België! Men insinueert dat het belang van het kind zwaarder doorweegt door geen bevel om het grondgebied te verlaten af te leveren, doch weigert hier voldoende rekening mee te houden in de bestreden beslissing. Wat is het belang van een eventuele terugkeer? Een eventuele terugkeer zou slechts tijdelijk zijn, indien verzoeker gemachtigd zou worden tot verblijf... Dat het geen nut heeft, en alle beginselen van behoorlijk bestuur schendt, om terug te keren aangezien verzoeker hier de zorg van zijn kindje op zich neemt, zijn partner bijstaat, een onderkomen heeft, zich zeer goed geïntegreerd heeft en in Congo nergens meer terecht kan, ook niet voor een eventueel tijdelijk verblijf. Het feit dat verwerende partij hier weigert rekening mee te houden,

getuigt van een onzorgvuldig onderzoek naar het dossier van verzoeker! Dat dienst vreemdelingenzaken op deze wijze het zorgvuldigheidsbeginsel heeft geschonden en haar beslissing dus ook niet redelijk te verantwoorden is. Verzoeker wenst te wijzen naar artikel 24 van het Handvest van de Grondrechten van de Europese Unie, [...] Voor een beter begrip van artikel 24 van het Handvest is het derhalve aangewezen om artikel 3 van het VN Kinderrechtenverdrag nader te bekijken. [...] Uit het voorgaande blijkt dat ook maatregelen die kinderen onrechtstreeks beïnvloeden, onder de werkingssfeer vallen van artikel 3.1. van het VN Kinderrechtenverdrag en dus bij uitbreiding onder artikel 24 van het Handvest. Verzoeker wenst eveneens te verwijzen naar het arrest van het Hof van Justitie van 6 december 2012 in de gevoegde zaken C-356/11 en C-357/11, waarin het volgende wordt overwogen: [...] In casu, is verwerende partij op de hoogte van het bestaan van het minderjarig kind van verzoeker. Dat zij bijgevolg rekening met het minderjarig kind dienen te houden, in het nemen van hun beslissing! Verwerende partij weigert rekening gehouden met het feit dat de partner van verzoeker en moeder van zijn kind verblijfsrecht en tewerkstelling heeft in België. Dat zijn echtgenote en kind hier legaal verblijven een leven hebben opgebouwd en onmogelijk kunnen terugkeren. De band tussen hem en zijn kind dient gerespecteerd te worden! Art 74/13 van de Vreemdelingenwet bepaalt het volgende: [...] Deze bepaling is een indirecte verwijzing naar het Internationale Verdrag voor de Rechten van het Kind. Het kind van verzoeker heeft het recht om beide ouders te kennen en door hen te worden verzorgd, dit wordt expliciet verklaard in artikel 7 § 1 van de Internationale Verklaring betreffende de Rechten van het Kind (IVRK): [...] Het kind heeft recht op een relatie met beide ouders! Immers art 9 van de Internationale Verklaring betreffende de Rechten van het Kind verklaart het volgende: [...] Dat het duidelijk is dat het kind van verzoeker het recht heeft om een band met de vader en de moeder te onderhouden, en dat het die kans ook moet kunnen krijgen! België heeft, als staat die de IVRK heeft ondertekend, de plicht om te waarborgen dat een kind niet wordt gescheiden van zijn/haar ouders. [...] Hier bestaat één uitzondering op: een scheiding is mogelijk als de bevoegde autoriteiten vinden dat dit noodzakelijk is in het belang van het kind. Dat duidelijk mag blijken dat dit niet het geval is! Hier wordt met het welzijn van het kind gespeeld, in de meest negatieve zin van het woord! Men gaat hier flagrant voorbij aan het feit dat de echtgenote van verzoeker, en moeder van het kind legaal in België verblijft. Het is onaanvaardbaar dat verwerende partij hier onvoldoende rekening mee houdt! Men stelt dat een eventuele terugkeer slechts tijdelijk zou zijn... Wat is een tijdelijke terugkeer?! Elke terugkeer, hoe kort of lang ook, vormt een schending van de rechten van het kind en in grotere orde van art 8 EVRM aangezien ze de echtgenote van verzoeker en zijn kind altijd zullen raken. Dat er bijgevolg wel degelijk sprake is van inmenging in het gezins- en privéleven van verzoeker. Het feit dat verwerende partij hier weigert rekening mee te houden, getuigt van een onzorgvuldig onderzoek naar het dossier van verzoeker! Dat dienst vreemdelingenzaken op deze wijze het zorgvuldigheidsbeginsel heeft geschonden en haar beslissing dus ook niet redelijk te verantwoorden is. DVZ dient rekening te houden met alle elementen in het dossier en deze afdoende te motiveren! Dat dit alles een schending is van de wet van 29.07.1991 namelijk een schending van de motiveringsplicht. De bestreden beslissing schendt aldus de motiveringsverplichting in de zin van de wet van 29 juli 1991 en bovendien ook het redelijkheidbeginsel en zorgvuldigheidsbeginsel. Dat de beslissing van DVZ dan ook onterecht genomen werd en zij de materiële motiveringsplicht flagrant schendt. Bijgevolg, Dat verzoeker van mening is dat hij voldoende heeft aangetoond dat er wel degelijk sprake is van buitengewone omstandigheden, en dat hij van mening is dat zijn regularisatieaanvraag ten gronde behandeld moest worden. Immers, artikel 9 bis van de vreemdelingenwet bepaalt het volgende: [...] Dat verzoeker van mening is, dat hij volledig aan deze voorwaarden voldoet en bijgevolg een regularisatieaanvraag op basis van art 9bis indiende teneinde geregulariseerd te worden. Dat er wel degelijk sprake is van buitengewone omstandigheden en dat verzoeker wel degelijk voldoet aan de basisvoorwaarden waardoor de aanvraag van verzoeker ten gronde moest behandeld worden. Dat de beslissing van dienst vreemdelingenzaken aldus een gebrek vertoont door hier geen rekening mee te houden en zij zich duidelijk vergissen in dit dossier en een en ander over het hoofd hebben gezien. De bestreden beslissing schendt aldus de motiveringsverplichting in de zin van de wet van 29 juli 1991 en bovendien ook het redelijkheidbeginsel en zorgvuldigheidsbeginsel en gelijkheidsbeginsel. Verzoeker verblijft al zeer lange tijd in België! Dat hij dan ook onmogelijk kan terugkeren naar zijn land van herkomst, hij heeft hier immers een leven in veiligheid opgebouwd! Dat DVZ bij het nemen van haar beslissing hier geen rekening mee heeft gehouden !Dat de beslissing van dienst vreemdelingenzaken aldus een gebrek vertoont. Dat verzoeker helemaal niet inziet op waarom verwerende partij weigert voldoende rekening te houden met ALLE elementen en het geheel van elementen die verzoeker aanhaalt in zijn verzoekschrift. Dat verzoeker dan ook meent dat zijn aanvraag niet op een zorgvuldige wijze werd behandeld. De bestreden beslissing dienen dan ook vernietigd te worden aangezien zij het zorgvuldigheidsbeginsel, het

redelijkheidsbeginsel, het rechtszekerheidsbeginsel, het gelijkheidsbeginsel en het motiveringsbeginsel flagrant schenden. »).

3. Discussion

3.1 Le Conseil rappelle qu'aux termes de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, la demande d'autorisation de séjour doit être introduite auprès d'un poste diplomatique ou consulaire belge dans le pays d'origine ou dans le pays où l'étranger est autorisé au séjour, sauf si des circonstances exceptionnelles font obstacle à cette procédure. L'existence de circonstances exceptionnelles est une condition de recevabilité de la demande par laquelle l'étranger sollicite l'autorisation en Belgique.

Les circonstances exceptionnelles, qui ne sont pas définies légalement, ne sont pas des circonstances de force majeure. Partant, il appartient à l'autorité d'apprécier, dans chaque cas d'espèce, le caractère exceptionnel des circonstances alléguées par l'étranger, étant entendu que l'examen de la demande sous deux aspects, celui de la recevabilité et celui du fond, n'exclut nullement qu'un même fait soit à la fois une circonstance exceptionnelle permettant l'introduction de la demande en Belgique et un motif justifiant l'octroi de l'autorisation de séjour.

Enfin, si le Ministre ou son délégué, dans l'examen des circonstances exceptionnelles, dispose d'un très large pouvoir d'appréciation auquel le conseil ne peut se substituer, il n'en est pas moins tenu de motiver sa décision et de la justifier en tenant compte de tous les éléments propres au cas qui lui est soumis. Cette obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

3.2 En l'espèce, la motivation de la décision attaquée révèle que la partie défenderesse a, de façon détaillée, répondu aux principaux éléments soulevés dans la demande d'autorisation de séjour du requérant, en expliquant pourquoi elle estimait que ceux-ci ne constituaient pas des circonstances exceptionnelles au sens indiqué *supra*. Il en est notamment ainsi de l'existence d'une demande de protection internationale introduite par le requérant et toujours pendante lors de l'introduction de la demande d'autorisation de séjour, de la violation alléguée de l'article 3 de la CEDH et de la situation générale en RDC, de la longueur du séjour du requérant et de son intégration sur le territoire belge, de son passé professionnel et de sa volonté de travailler, de la naissance de son enfant ainsi que de son respect de l'ordre public.

Cette motivation n'est pas utilement contestée par la partie requérante, qui se borne à cet égard à prendre le contre-pied de la décision attaquée, et tente d'amener le Conseil à substituer sa propre appréciation des éléments de la cause à celle de la partie défenderesse, ce qui ne saurait être admis, à défaut de démonstration d'une erreur manifeste d'appréciation dans le chef de la partie défenderesse à cet égard, *quod non* en l'espèce.

Partant, la partie requérante ne peut être suivie en ce qu'elle estime que la motivation de la décision attaquée serait stéréotypée, et cette dernière doit être considérée comme suffisamment et valablement motivée.

3.3 Concernant l'argumentation relative à l'instruction du 19 juillet 2009 dont la partie requérante revendique l'application, le Conseil rappelle que cette instruction a été annulée par le Conseil d'Etat, dans un arrêt n°198.769 du 9 décembre 2009 et que l'annulation d'un acte administratif (par le Conseil d'Etat) fait disparaître cet acte de l'ordonnancement juridique, avec effet rétroactif et que cette annulation vaut *erga omnes* (sur la portée rétroactive de l'arrêt d'annulation : P. LEWALLE, *Contentieux administratif*, 2ème éd., 2002, Larcier, p. 935 et ss., n° 518 et ss - P. SOMERE, « L'exécution des décisions du juge administratif », in *Adm. Pub.*, T1/2005, p.1 et ss.).

Par ailleurs, s'il est vrai que le secrétaire d'Etat à la politique de migration et d'asile s'est engagé publiquement à continuer à appliquer les critères tels que décrits dans l'instruction du 19 juillet 2009, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, le Conseil d'État a cependant estimé dans son arrêt n° 215.571 du 5 octobre 2011, que l'application de cette instruction en tant que règle contraignante, à l'égard de laquelle la partie défenderesse ne dispose plus d'aucune possibilité d'appréciation, est contraire au pouvoir discrétionnaire dont celle-ci dispose sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980.

Par conséquent, non seulement le Conseil ne peut avoir égard aux critères de l'instruction du 19 juillet 2009 censée n'avoir jamais existé et il ne pourrait être reproché à la partie défenderesse de ne pas les avoir appliqués mais, en outre, les engagements que l'autorité administrative aurait pris à cet égard – que ce soit par ladite instruction ou ultérieurement – ne pourraient fonder une attente légitime dans le chef des administrés, dès lors qu'ils sont entachés de la même illégalité dans le premier cas ou qu'ils entendent confirmer une instruction jugée illégale par le Conseil d'Etat dans le second cas.

En ce que le requérant reproche à la partie défenderesse d'avoir violé le principe du raisonnable et le principe de sécurité juridique, le Conseil tient à souligner que ces principes n'autorisent aucunement la partie défenderesse à ajouter des critères à l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 et renvoie à la teneur de l'arrêt n° 215.571 du 5 octobre 2011 du Conseil d'État, rappelée *supra*.

Quant à l'allégation selon laquelle d'autres étrangers ont été et sont toujours régularisés sur base des critères de l'instruction du 19 juillet 2009, le Conseil observe que la partie requérante reste en défaut d'établir la comparabilité des situations visées avec celle du requérant. Force est en effet de constater que l'argumentaire de la partie requérante n'est nullement étayé à cet égard, et, partant, relève de la pure hypothèse ce qui ne peut suffire à justifier l'annulation de la décision attaquée. La partie requérante ne peut donc être suivie quand elle allègue une violation du principe d'égalité.

3.4 S'agissant de la circulaire du 26 mars 2009, et de ses critères dont la partie requérante estime qu'ils sont remplis par le requérant, le Conseil constate que la partie requérante ne s'est nullement prévalu de cette circulaire dans sa demande d'autorisation de séjour de sorte qu'il ne pourrait être reproché à la partie défenderesse de ne pas avoir motivé sa décision sous cet angle. Le Conseil rappelle à cet égard que les éléments qui n'avaient pas été invoqués par la partie requérante en temps utile, c'est-à-dire avant que l'autorité administrative ne prenne sa décision, ne sauraient être pris en compte pour en apprécier la légalité, dès lors qu'il y a lieu, pour l'exercice de ce contrôle, de « se replacer au moment même où l'acte administratif a été pris » (en ce sens, notamment : C.E., 23 septembre 2002, n° 110.548).

3.5 S'agissant de la violation alléguée de l'article 3 de la CEDH, et de la situation prévalant en RDC, il découle d'une simple lecture des deuxième et troisième paragraphes de la décision attaquée que la partie défenderesse a bien pris en considération tous les éléments qu'a fait valoir à cet égard le requérant dans sa demande d'autorisation de séjour visée au point 1.3. Le Conseil précise à ce sujet, pour autant que de besoin, que le requérant n'a nullement invoqué dans sa demande d'autorisation de séjour le fait que le requérant n'ait plus aucune attache avec la RDC. L'ensemble des griefs de la partie requérante à ce sujet manquent donc en fait.

Le Conseil rappelle en outre à ce sujet que c'est à l'étranger, qui a introduit une demande d'autorisation de séjour, de faire valoir les éléments qu'il juge utile, tandis que l'administration n'est, quant à elle, pas tenue d'engager avec l'intéressé un débat à cet égard, dès lors que les obligations qui lui incombent en la matière doivent s'interpréter de manière raisonnable, sous peine de la placer dans l'impossibilité de donner suite dans un délai admissible aux nombreuses demandes dont elle est saisie (voir, notamment, C.E., 7 août 2002, n°109.684 et C.C.E., 18 avril 2008, n° 10.156 et n° 27 mai 2009, n°27 888).

3.6 Contrairement à ce que le prétend la partie requérante, la partie défenderesse a motivé et expliqué concrètement en quoi chacun des éléments invoqués dans le cadre de la longueur du séjour et de l'intégration du requérant, à savoir sa volonté de travailler, sa connaissance du néerlandais, son cercle d'amis et de connaissances, ne constituaient pas des circonstances exceptionnelles au sens de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980. L'ensemble des griefs de la partie requérante à ce sujet manquent donc en fait.

3.7.1 S'agissant de la violation alléguée de l'article 8 de la CEDH, en raison de la présence de la compagne du requérant sur le territoire, qui y bénéficierait d'un titre de séjour et y travaillerait, le Conseil observe, au vu de l'examen des pièces figurant au dossier administration, que le requérant n'a nullement invoqué ces éléments au titre de circonstances exceptionnelles empêchant ou rendant difficile un retour dans son pays d'origine à l'appui de sa demande d'autorisation de séjour visée au point 1.3 du présent arrêt. Il rappelle en outre que c'est à l'étranger, qui a introduit une demande d'autorisation de séjour, d'apporter la preuve qu'il se trouve dans les conditions légales fixées par l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 et, partant, d'établir dans son chef l'existence des circonstances exceptionnelles faisant obstacle à l'introduction d'une telle demande dans le pays d'origine ou dans le pays où il est autorisé au séjour. Partant, le Conseil estime qu'il ne peut être reproché à la partie défenderesse de ne pas avoir pris en considération des éléments que le requérant n'avait pas jugé utile de porter à sa connaissance avant qu'il ne prenne la première décision attaquée.

3.7.2 Il en va de même en ce qui concerne l'enfant mineur du requérant, pour lequel le requérant s'est contenté de déposer un extrait d'acte de naissance, sans aucune autre explication ou même tentative d'explication.

Il ne peut donc nullement être reproché à la partie défenderesse, après avoir expliqué en quoi cet acte de naissance n'établissait pas une circonstance exceptionnelle empêchant le retour temporaire du requérant dans son pays d'origine, d'avoir précisé au requérant l'existence d'une procédure spécifique dans le cadre d'un regroupement familial.

3.7.3 En tout état de cause, force est de rappeler que le Conseil d'Etat et le Conseil ont déjà jugé que « le droit au respect à la vie privée et familiale consacré par l'article 8, alinéa 1^{er}, de la [CEDH] peut être expressément circonscrit par les Etats contractants dans les limites fixées par l'alinéa 2 du même article. La loi du 15 décembre 1980 est une loi de police qui correspond aux prévisions de cet alinéa. Il s'ensuit que l'application de cette loi n'emporte pas en soi une violation de l'article 8 de la [CEDH]. Cette disposition autorise donc notamment les Etats qui ont signé et approuvé la Convention à soumettre la reconnaissance du droit à la vie privée et familiale à des formalités de police. Le principe demeure en effet que les Etats conservent le droit de contrôler l'entrée, le séjour et l'éloignement des non nationaux et que les Etats sont ainsi habilités à fixer des conditions à cet effet. L'article 8 de la [CEDH] ne s'oppose pas à ce que les Etats fixent des conditions pour l'entrée des étrangers sur leur territoire. L'exigence imposée par l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 d'introduire en principe la demande auprès du poste diplomatique belge dans le pays d'origine, constitue une ingérence proportionnée dans la vie familiale de l'étranger puisqu'elle ne lui impose qu'une formalité nécessitant une séparation temporaire de son milieu belge tout en réservant la décision sur le fondement même de la demande d'être autorisé au séjour de plus de trois mois. Par ailleurs, en ce qui concerne la proportionnalité, si rigoureuses que puissent paraître les conséquences d'une séparation prématurée pour celui qui aspire à un séjour, elles ne sauraient être jugées disproportionnées au but poursuivi par le législateur lorsque la personne intéressée a tissé ses relations en situation irrégulière, de telle sorte qu'elle ne pouvait ignorer la précarité qui en découlait » (C.E., 31 juillet 2006, n° 161.567 ; dans le même sens : C.C.E., 30 mai 2008, n° 12.168).

La Cour d'arbitrage a également considéré, dans son arrêt n° 46/2006 du 22 mars 2006, qu'« En imposant à un étranger non C.E. admis à séjourner en Belgique de retourner dans son pays d'origine pour demander l'autorisation requise, les dispositions en cause ne portent pas une atteinte disproportionnée au droit au respect de la vie familiale de cet étranger et ne constituent pas davantage une ingérence qui ne peut se justifier pour les motifs d'intérêt général retenus par l'article 8.2 de la Convention européenne des droits de l'homme. En effet, une telle ingérence dans la vie privée et familiale est prévue par la loi et ne peut entraîner qu'un éventuel éloignement temporaire qui n'implique pas de rupture des liens unissant les intéressés en vue d'obtenir l'autorisation requise » (considérant B.13.3).

Ces jurisprudences sont totalement applicables dans le cas d'espèce, dès lors que l'exigence imposée par l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 d'introduire en principe la demande d'autorisation de séjour auprès du poste diplomatique ou consulaire belge dans le pays de résidence ou dans le pays où l'étranger est autorisé au séjour, n'impose au requérant qu'une formalité nécessitant une séparation

temporaire de son milieu belge tout en réservant la décision sur le fondement même de la demande d'être autorisé au séjour de plus de trois mois.

3.8 De manière générale, le Conseil constate que la partie requérante opère une confusion entre l'examen de la recevabilité d'une demande d'autorisation de séjour et celui de son fondement. Il souligne à cet égard que la décision attaquée n'aborde pas le fondement de la demande d'autorisation de séjour du requérant mais consiste en une décision d'irrecevabilité de la demande d'autorisation de séjour en raison de l'absence de circonstances exceptionnelles justifiant l'introduction de ladite demande en Belgique, dans la mesure où la partie défenderesse y précise notamment que « *la requête est irrecevable* » et que « *les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle* ». Les arguments de la partie requérante relatifs à l'examen au fond d'une demande d'autorisation de séjour manquent donc totalement de pertinence.

3.9 Au vu de l'ensemble des éléments qui précèdent, la partie requérante ne démontre pas la violation par la partie défenderesse des dispositions qu'elle vise dans son moyen, de sorte que celui-ci n'est pas fondé.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La requête en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le dix-huit septembre deux mille dix-neuf par :

Mme S. GOBERT, présidente f. f., juge au contentieux des étrangers,

Mme E. TREFOIS, greffière.

La greffière,

La présidente,

E. TREFOIS

S. GOBERT